



# PRIVATIZATION WATCH

Par l'Internationale des Services Publics

Bulletin d'information bimensuel de l'ISP sur la privatisation des services publics : 21 avril 2016

[Abonnez-vous](#) au bulletin bimensuel, [lire en ligne](#) ou [téléchargez une version PDF](#)

**Soutenez le groupe Pearson 100 et exprimez votre opinion.**

**PRIVATE SCHOOLS IN  
DEVELOPING COUNTRIES**

PEARSON IS SPENDING MILLIONS ON PRIVATIZED  
SCHOOLS IN THE GLOBAL SOUTH SO THEY CAN ENGINEER  
NEW MARKETS FOR THEIR PRODUCTS.

IN DOING SO THEY'RE JEOPARDIZING THE RIGHT OF A  
FREE PUBLIC EDUCATION FOR THE WORLD'S POOREST  
COMMUNITIES.

Sign the petition at [tellpearson.org](http://tellpearson.org) **#TellPearson**

Les syndicats des employés et de l'enseignement du secteur public se sont mobilisés pour mettre sur pied une [campagne mondiale d'une importance capitale](#) visant à soutenir une résolution destinée aux actionnaires à l'occasion de l'assemblée générale annuelle de Pearson.

Plus d'une dizaine de syndicats, parmi lesquels AFT, AFSCME et UNISON, affiliés à l'ISP, ainsi que diverses caisses de retraite d'employés du secteur public et une centaine d'actionnaires concernés, se sont associés pour former le groupe « Pearson 100 » et « dire à Pearson » (« [TELL PEARSON](#) ») de cesser de soutenir les écoles privatisées qui appliquent la ségrégation dans les pays en développement, et de mettre fin à sa politique de tests de haut niveau motivée par le marché.

La stratégie de Pearson ne fonctionne pas pour l'enseignement public... ni pour ses propres investisseurs. Pearson prévoit dans les contrats de travail des dispositions qui imposent le silence aux enseignants ; il a été découvert que l'entreprise surveillait les médias sociaux des élèves pour empêcher les échanges d'informations sur les examens. En Afrique et en Asie, Pearson investit des millions dans les écoles privées afin de créer de nouveaux débouchés pour ses produits.

Les parents et les élèves en ont assez : ils décident de ne plus passer les examens de Pearson et font savoir aux gouvernements que la société Pearson n'est pas la bienvenue.

Il est prévu de débattre de la résolution du groupe « Pearson 100 » à l'intention des actionnaires pendant la séance plénière de l'assemblée générale annuelle de Pearson, le 29 avril à Londres, et de remettre en même temps la pétition signée par plusieurs milliers de personnes.

---

**Les militants de la société civile font monter la pression contre la privatisation.** « Aux États-Unis, l'ONG [Corporate Accountability International a travaillé avec la représentante du Congrès Gwen Moore](#), éminente démocrate qui siège au sous-comité de la politique monétaire et du commerce international du Comité sur les services financiers de la Chambre des représentants, chargé de superviser les activités du Groupe de la Banque mondiale. C'est à ce titre que Mme Moore a écrit au président de la Banque mondiale, Jim Yong Kim, pour critiquer le Groupe de la Banque mondiale et son organe de crédit privé, la Société financière internationale (SFI), au sujet de ses politiques et de ses pratiques de prêt qui encouragent la privatisation de l'eau. »

---

**La Secrétaire générale de l'ISP, Rosa Pavanelli, salue l'initiative de la représentante du Congrès américain, Gwen Moore, de faire pression sur la Banque mondiale, qui soutient la privatisation de l'eau en Afrique et ailleurs.** « Depuis trop longtemps, [la Banque mondiale impose la privatisation de manière dogmatique](#) à de nombreux pays, » déclare la Secrétaire générale, « sans évaluer sérieusement les impacts de la privatisation sur la santé publique et sur le développement social et économique. L'ISP tient à faire connaître ce problème à ses affiliés et elle les encourage à soutenir ce type d'initiatives, afin que Mme Moore ne soit pas la seule à s'exprimer sur la question. »

---

**Une lettre adressée au Secrétaire général des Nations Unies par le Groupe de haut niveau met en garde contre une pression accrue en faveur des PPP dans le secteur de l'eau.** La veille de la Journée internationale de la Terre, le mouvement *Global Water Justice* et diverses organisations à travers le monde qui militent pour la justice dans le secteur de l'eau et la justice sociale (dont l'Internationale des services publics, *Food and Water Watch* et la *Coalición de Organizaciones Mexicanas por el Derecho al Agua*) [ont adressé une lettre au Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon](#), pour faire part de leur « préoccupation face à la présence considérable du secteur privé et du financement privé **en dépit des preuves accablantes contre la privatisation, qui a rendu les gouvernements incapables de garantir le droit humain à l'eau potable et à l'assainissement pour tous.** Bien que la Banque mondiale [continue de promouvoir de manière agressive la participation du privé dans le secteur de l'eau](#), un rapport de la Banque mondiale publié en 2006 concluait : « La participation du secteur privé dans les infrastructures a une portée intrinsèquement limitée pour financer les infrastructures urbaines par rapport à la grande diversité d'infrastructures non commerciales dont les villes ont besoin. Les autorités locales nécessitent de bonnes sources d'argent public pour financer ces services. ». Pour l'instant, le groupe se compose des neuf chefs d'État des pays suivants : Mexique, île Maurice, Jordanie, Sénégal, Pays-Bas, Hongrie, Bangladesh, Afrique du Sud et Australie.

---

Dans les colonnes du journal sud-africain *Business Day*, le journaliste et auteur George Monbiot écrit que « **la privatisation ou la commercialisation des services publics** – tels que l'énergie, l'eau, les chemins de fer, la

santé, l'éducation, les routes et les prisons – ont permis aux entreprises [d'installer des postes de péage devant les biens essentiels et de faire payer leur utilisation](#), soit aux citoyens, soit au gouvernement. Il s'agit en fait d'un revenu du capital. »

Un groupe d'universitaires qui travaillent avec des enfants des rues ont rédigé une lettre ouverte, [en réponse à l'appel à contribution du Comité des droits de l'enfant des Nations Unies](#), précisant que « **l'urbanisation, et l'aménagement qui privilégie les intérêts commerciaux et la privatisation des espaces publics**, réduit fréquemment l'accès des enfants aux zones extérieures, ne laissant à un grand nombre d'entre eux que des rues surpeuplées et dangereuses en guise d'espaces sociaux pour se retrouver et jouer ».

## **Afrique et pays arabes**

Ghana : les patients, le personnel et le syndicat des employés de laboratoires de biologie médicale *Ghana Association of Biomedical Laboratory Scientists* (GABMLS) **sont parvenus à bloquer le processus de privatisation du laboratoire de l'hôpital universitaire de Tamale**. « Le président de la GABMLS, Thomas Kwabena Gyampomah, avait déclaré que la décision de privatiser [rendrait la situation des pauvres encore plus difficile](#) car ils ne pourraient pas payer eux-mêmes les frais de laboratoire. Il est impossible que les soins de santé dans un établissement public soient abordables si un service aussi essentiel que le diagnostic de laboratoire est privatisé, » a-t-il spécifié.

Liberia : Les enseignants menacent de se mettre en grève face à la **proposition de privatisation des écoles primaires du pays, au profit d'une entreprise américaine à but lucratif, Bridge International**. L'Agence France-Presse signale que « le partenariat public-privé (PPP) est mis en place dans 120 écoles dans le cadre d'un projet pilote, [manifestement avec l'intention d'intégrer toutes les écoles primaires](#). 'Nous avons décidé d'organiser une grève nationale très prochainement si le gouvernement du Liberia ne nous écoute pas,' a annoncé à l'AFP Mary Mulbah, la présidente du syndicat d'enseignants, la NTAL. 'Ce nouveau système dénommé PPP n'est pas la solution pour améliorer le système éducatif du Liberia,' a-t-elle ajouté. 'Le système éducatif a seulement besoin d'un financement suffisant de la part du gouvernement et d'un mécanisme de contrôle solide.' »

Bridge International compte parmi ses investisseurs Bill Gates, Omidyar Network, Pershing Square Foundation, et Mark Zuckerberg. [Les personnes qui investissent dans les fonds spéculatifs et les capitaux propres privés](#) ont fait l'objet de vives critiques aux États-Unis parce qu'ils avaient encouragé la privatisation de l'enseignement et ainsi **menacé le système scolaire public**.

[Le financement initial du projet pilote provient de l'UNESCO, avec le soutien du gouvernement chinois](#). Mais Kishore Singh, le Rapporteur spécial des Nations Unies sur le droit à l'éducation, a récemment déclaré que le plan était « sans précédent à l'échelle actuellement proposée et qu'il était contraire aux obligations juridiques et morales du Liberia. »

Nigeria : Les membres du syndicat des professionnels de santé [Nigerian Union of Allied Health Professionals](#) (NUAHP) de l'hôpital universitaire d'Ilorin ont organisé une [grève avec occupation de trois jours](#) pour protester contre les **projets de privatisation et de commercialisation du service de diagnostic de l'hôpital**. Le président du syndicat, Olatunde Oluwawumi, déclare : « Nous nous interrogeons, nous réfléchissons aux avantages que cette décision déraisonnable de la direction de l'hôpital pourrait apporter à la population de l'État de Kwara et ses environs. La vérité, c'est que la direction assassine délibérément le service de radiologie, en particulier l'unité appartenant aux spécialistes de l'imagerie médicale, en laissant la place au secteur privé, pour

des raisons égoïstes qui ont poussé la direction à refuser de donner suite à plusieurs notes de services qui lui avaient été adressées. »

Nigeria : L'ISP et son affilié AUPCTRE, aux côtés du groupe de pression *Environmental Rights Action/Friends of the Earth* (les Amis de la Terre), exhortent le gouverneur de l'État de Lagos, Akinwunmi Ambode, à mettre un terme au processus de **concession privée dans le secteur de l'eau**. « Comme nous l'avons dit à maintes reprises, l'incapacité des autorités de l'État de Lagos à donner des informations sur le PPP controversé dans le secteur de l'eau porte à croire qu'il se trame quelque chose et que les citoyens ne sont pas informés, volontairement, » affirme Akinbode Oluwafemi, du groupe *Environmental Rights Action/Friends of the Earth* pour le Nigeria. « Pire encore, les autorités de l'État de Lagos envisagent de suivre un modèle de PPP inefficace recommandé par la branche privée de la Banque mondiale – la Société financière internationale (SFI) – malgré les échecs incontestables de ce système à Manille et à Nagpur, respectivement aux Philippines et en Inde ». La représentante du Congrès américain Gwen Moore (démocrate du Wisconsin) a également fait part de sa préoccupation à l'égard du rôle de la Banque mondiale dans la privatisation de l'eau à travers le continent (voir plus haut).

## **Asie-Pacifique**

Australie : Le Premier ministre Turnbull **cherche à donner une image conciliante aux employés de la fonction publique australienne**. Mais « l'absence de toute référence à la négociation et aux relations de travail va nécessairement être considérée par le parti travailliste de l'opposition et le syndicat de la fonction publique *Community and Public Sector Union* comme une volonté délibérée de la part de Turnbull d'ignorer la politique rigoureuse menée sur le lieu de travail, qui cherche à faire de la fonction publique un exemple à suivre en termes de relations de travail pour chasser les syndicats des lieux de travail du secteur privé. »

Australie : Des suppressions d'emplois dans la compagnie d'électricité d'Australie-Occidentale pourraient entraîner une augmentation des feux de brousse. Des représentants des syndicats *Australian Services Union* et *Electrical Trades Union* se sont réunis à Perth pour discuter de la situation. « Le secrétaire de la section d'Australie-Occidentale de l'ETU, Les McLaughlan, a signalé que l'Australie-Occidentale risquait de faire les mêmes erreurs que l'État de Victoria avant les feux de brousse du 'Samedi noir.' 'La Commission royale a enquêté sur les feux du Samedi noir, qui ont coûté la vie à 173 personnes, et **a conclu que cinq des incendies les plus dévastateurs avaient été causés par des lignes électriques privées défectueuses**, » a précisé M. McLaughlan. »

Australie : Vince Graham, partisan de la privatisation hostile aux syndicats, réclame davantage de sous-traitance pour les emplois du secteur public. « Il demande également **la suppression des chefs de train dans la plupart des trains de Nouvelle-Galles du Sud, la réduction du personnel dans les gares et l'externalisation des services de maintenance des trains**. »

Chine : Les entrepreneurs des hôpitaux à but lucratif sont « **prêts à tout pour exploiter** la demande croissante de soins de santé de la part de la classe moyenne chinoise en pleine expansion, et la campagne agressive du gouvernement chinois en faveur de la privatisation et de l'occidentalisation de son système de santé. »

Japon : Face aux difficultés démographiques que rencontre le pays, certains se tournent vers la robotique et les technologies de l'information pour « relancer la productivité, en **facilitant la gestion des établissements publics par le secteur privé** », ce qui constituera « une partie importante de la nouvelle stratégie. »

Nouvelle-Zélande : D'après le Premier ministre néo-zélandais, [le manque de personnel conduit le système pénitentiaire à sa chute](#). Mahesh Bindra, aujourd'hui porte-parole du système pénitentiaire dont il était auparavant le responsable, déclare : « Ce que propose le gouvernement, c'est de rouvrir la prison délabrée de Waikeria, et en même temps de construire une nouvelle prison. **Il me semble que c'est une façon détournée de faire appel à la privatisation** – le gouvernement ne sera pas en mesure de doter ces prisons en personnel compte tenu de la diminution de la main-d'œuvre, et sa volonté de réduire la récidive de 25% d'ici à 2017 est clairement abandonnée. Pour rétablir cet objectif et garantir la sécurité à notre population, le gouvernement doit apporter toutes les ressources nécessaires au système pénitentiaire, recycler les personnels et se moderniser, et non privatiser. »

Nouvelle-Zélande : [Sandra Grey, la Présidente nationale du syndicat de l'enseignement supérieur Tertiary Education Union](#), qualifie de « bizarre » **le projet de l'université Victoria de privatiser son programme général de premier cycle**. « Grey affirme que le projet, qui se traduira par la fermeture et l'externalisation de l'ensemble du programme, repose sur l'hypothèse, sans preuve, qu'un prestataire privé dont on ignore encore le nom fera venir 150 étudiants internationaux. 'Pourquoi une entreprise indépendante réussirait-elle mieux à recruter des étudiants qu'une université internationalement reconnue?' »

Philippines : **Un accord avec la Banque mondiale conclu en 1997 pour privatiser le système d'approvisionnement en eau et d'évacuation des eaux usées de Manille a fait monter les prix en flèche pour les consommateurs pauvres**. « Dans un quartier de Manille très animé et densément peuplé, Coring Gutierrez, vendeuse de fruits, constate que sa dernière facture d'eau s'élève à 35 USD, soit [plus du triple de ce que payait sa famille de six personnes il y a 15 ans](#). »

## **Inter-Amériques**

Brésil : **Rio de Janeiro envisage la privatisation de la compagnie des eaux de l'État**. « L'idée est soutenue par Jorge Picciani, le président de l'assemblée législative de l'État, et par le gouverneur par intérim [Francisco Dornelles, favorable à la privatisation et aux partenariats public-privé](#), d'après la page d'accueil du site Internet sur l'eau et l'assainissement de *Saneamento Basico*. »

Colombie : **Le gouvernement recherche des entreprises privées étrangères pour gérer les prisons**. « D'après le site *Noticias Caracol*, Medina [n'a pas écarté la possibilité de voir les gouvernements des États-Unis, de Chine et d'Espagne participer à la réalisation de ces projets](#). Sous réserve de confirmation, il est prévu de construire des prisons dans les départements de Cauca, Antioquia, Santander, et Putumayo et chacune comptera 3500 détenus. » Les travailleurs syndiqués de l'Institut national pénitentiaire et carcéral (INPEC) ont donné aux autorités de Medellin jusqu'au 29 avril pour les rencontrer dans le but de résoudre le problème urgent de la surpopulation carcérale.

Mexique : Les membres du comité sénatorial [s'opposent à la privatisation de l'eau](#).

États-Unis : Un homme qui a été **gardien dans une école publique du Kansas s'élève contre la privatisation, en évoquant sa propre expérience lors de l'arrivée d'une entreprise privée à but lucratif dans son établissement**. « L'entreprise a commencé par enlever tout notre matériel et nos fournitures pour les remplacer par les siens. Comme elle en était propriétaire, elle en avait le contrôle. Ensuite, elle a placé les responsables de district d'origine en poste sur le terrain et a changé le statut des chefs d'équipe des établissements d'origine, qui sont devenus des employés de l'entreprise, et non plus des fonctionnaires du district, ce qui les a exclus du système de retraite des fonctionnaires du Kansas. Après cela, la situation s'est gravement détériorée. **Les membres du personnel étaient licenciés à tour de bras, pour des infractions mineures, ce qui a fait peur aux employés**

**dévoués en poste depuis longtemps.** En fait, l'entreprise nous avait réduit au nombre minimum d'employés dans les bâtiments, et embauchait des personnes sans qualifications pour les emplois vacants. La rotation de personnel était très élevée. Les chefs d'établissement **ont perdu le contrôle du personnel de gardiennage dans leur école**, les instructions du district concernant les travaux de maintenance avaient considérablement diminué. »

États-Unis : **La Louisiane ne s'est toujours pas remise du choc financier provoqué par la privatisation des hôpitaux publics.** « Le coût pour les hôpitaux, leurs services de consultation et les systèmes de protection a augmenté alors que le [Gouverneur] Jindal avait assuré que la sous-traitance permettrait à la Louisiane de faire des économies. Les agents hospitaliers menacent de s'en aller en raison des baisses de dotations de l'État. Et les facultés de médecine sont aux prises avec les répercussions sur leurs budgets et les conséquences considérables sur l'enseignement médical universitaire supérieur. Les parlementaires et le successeur de Jindal, le Gouverneur démocrate John Bel Edwards, disent que les accords ont été mis en place trop vite, avec des milliards de dollars en jeu, [de même que les soins médicaux de centaines de milliers de personnes pauvres et non assurées](#). L'administration d'Edwards veut renégocier les accords. »

États-Unis : La critique s'intensifie au sujet d'un **accord de privatisation opaque sur la collecte des ordures et d'un contrat négligemment rédigé** signé par le maire de Fall River, Jasiel Correia. « Le conseiller municipal Raymond Mitchell a dit qu'il trouvait ['irresponsable' de la part de Correia de signer a mémorandum d'accord concernant la vente de 1,1 million USD du parc de camions à ordures](#) à EZ Disposal, alors que Correia avait dit que le parc était estimé à 1,2 million USD, et qu'il incombait au conseil municipal d'approuver la vente de biens municipaux par arrêté municipal. (...) Il a également critiqué le fait que le mémorandum ne mentionne pas les augmentations spécifiques des sommes versées à l'entreprise de camions à ordures, ni aucune disposition autorisant la municipalité à résilier le contrat si elle est mécontente du service de collecte des déchets. 'Quelles protections la municipalité a-t-elle ?' a demandé Mitchell. 'Quand je lis ce mémorandum d'accord, je ne vois pas de clauses de sauvegarde pour la municipalité.' »

États-Unis : Le magazine *Washington Monthly* publie un rapport d'enquête détaillé sur la **volonté de la droite de privatiser la Veterans Administration (VA), chargée des anciens combattants.** L'idée vient de l'organisme *Concerned Veterans for America*, [qui a reçu le soutien des frères Koch, les magnats du pétrole milliardaires conservateurs](#). « Jusqu'à présent, le problème de la VA se posait en marge de la course à la présidence. Mais compte tenu des enjeux et du caractère explosif du sujet, cela pourrait changer, en particulier une fois que les recommandations de la commission seront rendues publiques [en juin]. En fin de compte, ce seront peut-être les électeurs qui, en connaissance de cause ou non, décideront de l'avenir de la VA et de la qualité des soins de santé de plusieurs millions d'anciens combattants. »

États-Unis : La ville de Gary, dans l'Indiana, est actuellement le théâtre d'une bataille intense au sujet de **l'autorisation accordée à une entreprise pénitentiaire privée à but lucratif, le groupe GEO, de construire et de gérer une prison fédérale** destinée à des immigrants détenus. « Les adversaires au projet pourraient être en position de force, en fonction de l'action entreprise par le conseil. Ce dernier a fini par refuser de soumettre au comité, en vue d'une seconde lecture, une demande d'autorisation pour obtenir une zone à l'aéroport qui servirait de centre de détention. À la place, [il est prévu que la demande revienne devant le conseil le 4 mai](#), date à laquelle elle devrait avoir besoin du vote de six membres sur neuf du conseil en faveur de l'autorisation pour pouvoir être approuvée.

## Europe

Continent : [Les autorités fiscales françaises ont donné raison à la Fédération syndicale européenne des services publics \(FSESP\) qui a épinglé McDonald's au sujet de l'évasion fiscale.](#) L'administration fiscale française aurait demandé 300 millions EUR à McDonald's au titre des impôts impayés et de sanctions. Nadja Salson, responsable politique de la FSESP, précise que « L'état se resserre autour de McDonald's. » Bien que le groupe recoure au même type d'arrangements au Royaume-Uni, elle affirme que le ministère des Finances britannique ne manifeste pas l'intention d'enquêter à ce sujet. **Son organisation syndicale fait partie d'une coalition de syndicats qui ont publié un rapport l'an passé, intitulé *Unhappy Meal*, qui révèle que l'évasion fiscale de McDonald's s'élevait à plus d'un milliard EUR entre 2009 et 2013 en Europe.** Le rapport indique par ailleurs que la chaîne devait 75,7 millions GBP d'impôts au Royaume-Uni, 74,7 millions EUR à l'Italie et 68,5 millions EUR à l'Espagne. En France, ce montant pourrait s'élever entre 386,2 millions EUR 713,6 millions EUR. »

Royaume-Uni : Un [nouveau rapport](#) publié par [l'Unité de recherche internationale sur les services publics \(PSIRU\)](#) et l'ONG britannique [We Own It](#) demande que le secteur public redevienne propriétaire et gestionnaire de certains domaines fondamentaux du système énergétique britannique. Le [rapport](#) s'appuie sur des années de recherche pour démontrer les coûts excessifs de la privatisation, ainsi que les répercussions négatives de la privatisation sur les travailleurs du secteur de l'énergie et les ménages britanniques, et l'altération de la politique énergétique du Royaume-Uni.

Royaume-Uni : Le projet du gouvernement conservateur de **convertir par la force les écoles publiques en instituts privés** se heurte à une forte résistance politique, budgétaire et administrative. La Cour des comptes britannique a signalé que, pour la deuxième année consécutive, des [pratiques comptables douteuses](#) avaient été relevées au ministère de l'Éducation, qui est censé superviser le système des instituts privés. Le commissaire aux comptes a constaté que ses livres comptables contenaient « un nombre de déclarations inexactes et un degré d'incertitude [qu'il considérait] importants et généralisés. » Il a attribué le problème à l'impact du développement rapide des instituts. D'après *The Guardian*, le gouvernement devrait [finir par abandonner son programme de privatisation](#) sous la pression des députés, aussi bien travaillistes que conservateurs.

Royaume-Uni : Des militants du secteur de la santé **exhortent l'hôpital Homerton à ne pas privatiser son laboratoire de pathologie.** « Les militants craignent que le service soit transféré à un 'laboratoire usine' situé à des kilomètres de l'hôpital, à Londres ou dans l'Essex. 'Cela entraînerait une détérioration des prélèvements et des résultats d'analyse et un service moins réactif pour les patients,' indique la requête. 'À l'heure actuelle, le laboratoire de pathologie peut faire face rapidement aux besoins locaux changeants et à la nouvelle recherche médicale. [Si ce service était privatisé ou externalisé, tout changement imposerait la renégociation des contrats avec un autre prestataire.](#)' »

Royaume-Uni : Les dirigeants du service national de santé britannique, le National Health Service (NHS), [devraient examiner les projets de privatisation des soins liés au cancer dans le Staffordshire.](#) Ces projets, qui devaient être mis en œuvre cette année, ont été reportés. « Les manifestants se félicitent de ces nouveaux retards et **espèrent qu'ils aboutiront à l'abandon total de la privatisation.** »

Royaume-Uni : Le centre de soins du Salford Royal Hospital **prévoit de privatiser le service de restauration et de fournir des repas préparés**, au lieu de servir des plats cuisinés dans ses propres locaux. [UNISON, qui a lancé une campagne pour inverser cette décision](#), explique qu'une « bonne nutrition est essentielle au rétablissement des patients, et que le fonctionnement à plein régime des cuisines sur place peut répondre aux besoins des patients. Mais une fois que les cuisines sont fermées, elles ne reviendront peut-être jamais. »

*L'Internationale des services publics (ISP) est une fédération syndicale internationale représentant 20 millions de femmes et d'hommes qui travaillent dans les services publics de 150 pays à travers le monde. L'ISP défend les droits humains et la justice sociale et promeut l'accès universel à des services publics de qualité. L'ISP travaille avec les Nations Unies et en partenariat avec des organisations syndicales et de la société civile et d'autres organisations.*